

France-Toulon: Urban furniture

OJ S 102/2022 27/05/2022

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: métropole Toulon Provence Méditerranée

National registration number: 24830054300217

Postal address: hotel De La Metropole, 107 boulevard Henri Fabre, Cs 30536

Town: Toulon

NUTS code: FRL05 Var

Postal code: 83041

Country: France

E-mail: marchespublics@metropoletpm.fr

Telephone: +33 494938300

Fax: +33 494938383

Internet address(es):

Main address: <http://www.marches-publics.info>

Address of the buyer profile: <http://www.marches-publics.info>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://www.marches-publics.info>

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://www.marches-publics.info>

Additional information can be obtained from another address:

Official name: metropole Toulon Provence Mediterranee-Direction De La Commande Publique
: Questions sur profil acheteur du pouvoir adjudicateur dont l'adresse Url est la suivante :

<https://www.marches-publics.info>

Postal address: 107 Bd Henri Fabre, Cs30536

Town: Toulon

NUTS code: FRL05 Var

Postal code: 83041

Country: France

E-mail: marchespublics@metropoletpm.fr

Telephone: +33 494055824

Fax: +33 494467230

Internet address(es):

Main address: <http://www.marches-publics.info>

Address of the buyer profile: <http://www.marches-publics.info>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5.

Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

22four03 - accord cadre à bon de commande relatif à la fourniture et livraison de mobilier urbain de la marque Concept Urbain pour les secteurs Est et Ouest de la Métropole Tpm - relance

Reference number: 22four03

II.1.2. Main CPV code

34928400 Urban furniture

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

la procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. L'Accord-Cadre donnera lieu à l'émission de bons de commande. Le montant des fournitures pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit : Minimum annuel 2 000 euro(s) Ht ; Maximum annuel 15 000 euro(s) (H.T.). Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et livraison de mobiliers urbains de la marque Concept Urbain utilisé par l'ensemble de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à l'exception des territoires de Toulon et du Revest

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 10 109,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

34928400 Urban furniture

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRL05 Var

II.2.4. Description of the procurement

la procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. L'Accord-Cadre donnera lieu à l'émission de bons de commande. Le montant des fournitures pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit : Minimum annuel 2 000 euro(s) Ht ; Maximum annuel 15 000 euro(s) (H.T.). Le présent accord-

cadre a pour objet la fourniture et livraison de mobiliers urbains de la marque Concept Urbain utilisé par l'ensemble de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à l'exception des territoires de Toulon et du Revest

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Price

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 10 109,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

l'Accord-Cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

clauses de réexamen prévues à :Art 18.1 du Ccap:Des prix nouveaux seront ajoutés ou substitués aux postes de prix du Bpu dans le cadre d'une mise à jour ponctuelleart 18.2 du Ccap:Clause de revoyureart 18.3 du Ccap:Dans l'hypothèse d'identification de données personnelles les parties se rapprocheront pour renseigner l'annexe "Clause de réexamen Protections des données personnelles"

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat- en cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la(les) société(s) cotraitante(s)- une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents... Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année- liste de référence des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une simple déclaration du candidat.- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat- pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

aucune clause de garantie financière prévue. Le contrat prévoit le versement d'une avance, avec obligation de constituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire en contrepartie. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. Le contrat prévoit le versement d'une avance en retenant pour son calcul l'option B du Ccag-Fcs, conformément à l'article 6 du Ccap. Les prestations sont réglées par des prix unitaires. Les prix sont révisables annuellement. Le paiement des prestations se fera dans le respect du délai global de paiement applicable à l'acheteur

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2.

Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 29/06/2022 Local time: 16:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 30/06/2022 Local time: 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published:

3ème trimestre 2025

VI.3. Additional information

les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service Dume. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info> -Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante: <https://www.marches-publics.info>. La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.info>. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation. Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. L'acheteur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour le motif que le marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. L'Accord-Cadre est attribué à un seul opérateur économique. La date d'ouverture des plis est donnée à titre indicatif et est susceptible de changer. Les critères relatifs à la candidature sont les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières. Le montant renseigné dans l'onglet "Valeur estimée" est le montant estimé des prestations pour la période initiale. L'estimation toutes périodes confondues est de 40 436 euro(s) (H.T.). (pour les 4 ans)

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Toulon

Postal address: 5 rue Racine

Town: Toulon

Postal code: 83041

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telephone: +33 494427930

Fax: +33 494427989

VI.4.2.

Body responsible for mediation procedures

Official name: ccra : Préfecture de la région Provence - alpes - côte d'azur - secrétariat général pour les affaires régionales (Sgar)

Postal address: place Felix Baret, Cs 80001

Town: Marseille

Postal code: 13282

Country: France

E-mail: catherine.pietri@paca.gouv.fr

Telephone: +33 484354554

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative, Un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Cja, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du Cja. Un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible à l'adresse internet www.telerecours.fr Précisions concernant les délais d'introduction des recours au niveau de l'attribution : un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à 23 du code de justice administrative au plus tard le 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution (r551-7 du Cja). Un recours en contestation de validité du contrat dans les 2 mois suivant la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens", accessible à l'adresse internet www.telerecours.fr Les contrats sont consultables conformément à l'arrêt Tarn et Garonne, après rendez-vous pris par écrit (courrier/fax/mail) auprès du service de la commande publique (cf. Adresse supra)

VI.5. Date of dispatch of this notice

24/05/2022